



COMMUNIQUE DE PRESSE CONJOINT

La République Démocratique du Congo déclarée à nouveau éligible au Fonds pour la consolidation de la paix (UN Peacebuilding Fund, PBF).

Kinshasa, 12 avril 2025. Le Secrétaire Général des Nations Unies l'a signifié au Président de la République à travers une correspondance datée du 9 avril 2025. Monsieur Guterres répondait à la demande que Son Excellence Félix Antoine Tshisekedi lui avait adressée en décembre 2024, sollicitant ce renouvellement pour une période de 5 ans, soit de 2025 à 2029. Un nouveau pas dans la poursuite du partenariat entre le Gouvernement congolais et l'Organisation des Nations Unies sur les processus de consolidation de la paix en RDC.

“À travers ce soutien, le Fonds poursuivra son engagement aux côtés du Gouvernement congolais pour renforcer les capacités nationales de consolidation de la paix, en veillant à pérenniser les acquis. L'appui sera mis en œuvre à travers des initiatives portées par l'équipe de pays des Nations Unies et ses partenaires, en alignement avec le Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la période 2025–2029.” Ecrit Antonio Guterres.

Le PBF est un mécanisme de financement du Secrétaire Général des Nations Unies visant à contribuer au relèvement en faveur de la consolidation de la paix, à travers le monde. Pour ce qui est de la RDC, les interventions dans le cadre de ce Fonds appuient depuis 2009 le renforcement de la gouvernance, la cohérence des mécanismes de consolidation de la paix et la prévention des conflits.

Pour le Système des Nations Unies en RDC, **“la rééligibilité de la République Démocratique du Congo au Fonds pour la Consolidation de la Paix constitue un signal fort, soulignant l'importance de maintenir une attention particulière au domaine de la consolidation de la paix dans un contexte financier global complexe. Cette reconnaissance offre un nouvel élan aux efforts que nous déployons, en collaboration avec nos partenaires et aux côtés du Gouvernement, pour soutenir les communautés, notamment les personnes les plus vulnérables. En s'appuyant sur leurs potentiels, ces communautés peuvent mieux aborder les causes profondes des conflits et progresser, grâce aux actions appuyées par le PBF, sur la voie de la paix, condition indispensable à la réalisation des Objectifs de Développement Durable.”**, a dit Monsieur Adama Moussa, Coordonnateur Résident par intérim des Nations Unies en RDC.

“Je me réjouis de l'aboutissement de ce processus qui donne lieu à un nouveau cycle qui se veut une mise à l'échelle des acquis des cycles précédents avec un engagement structurel plus fort et holistique. Il aura la particularité d'accompagner le gouvernement dans ses efforts en matière de prévention de la violence ainsi que des conflits en mettant l'accent sur la rationalisation des programmes et autres mécanismes existants pour plus d'efficacité” a déclaré le Vice-Premier Ministre, ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, en sa qualité de Co-Président du Comité de Pilotage du PBF.

Au cours du cycle passé, de 2019 à 2024, avec 22 projets évalués à 49 millions de dollars américains, le PBF a appuyé des activités dans les provinces du Kasai, Kasai Central, Sud-Kivu et Tanganyika, en faveur de la cohésion sociale, la gouvernance locale inclusive, la réintégration communautaire, la prévention des conflits, la transition liée au désengagement de la MONUSCO, ainsi qu'au programme du gouvernement pour le désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (P-DDRCS).

Pour ce nouveau cycle, trois axes prioritaires ont été validés par le Comité de Pilotage du PBF,

notamment :

1. Le renforcement de la gouvernance et la cohérence des mécanismes de consolidation de la paix et de prévention des conflits ;
2. Le soutien à la résilience des communautés et populations les plus vulnérables aux conflits en promouvant des solutions durables et en abordant les causes profondes, en particulier celles liées aux ressources naturelles, minières et foncières ;
3. Le renforcement de la protection des civils, la sécurité, les droits humains et la justice, y compris transitionnelle, dans la perspective de la transition liée au désengagement progressif et responsable de la MONUSCO.

Selon la procédure habituelle du Fonds, de nouvelles initiatives seront identifiées au fur et à mesure, sur la base des allocations annuelles communiquées par le Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO) à New York, sous l'égide des co-présidents du Comité de Pilotage National du PBF en RDC et avec l'appui du Secrétariat Conjoint du PBF basé à Kinshasa.

Contact presse Ministère du Plan
Melissa Lubanzadio
+243 818 303 007

Contact presse Nations Unies
Joseph Mankamba
+243 817 096 801